

**La première Rencontre continentale de lutte contre la ZLEA à La Havane,
et
le Forum social mondial II de Porto Alegre**



Chronique des Amériques

Février 2002

Dorval Brunelle

Département de sociologie, UQAM
Directeur, Groupe de recherche sur l'intégration continentale

Quelque chose a changé ces récentes années sur la scène internationale avec les évènements et manifestations de rues survenues lors la rencontre de l'APEC à Vancouver en novembre 1997, celle de l'OMC à Seattle en décembre 1999, le troisième Sommet des Amériques en avril et la rencontre du G-8 à Gênes en juillet 2001. Il ne se passe plus une rencontre internationale, voire une rencontre multilatérale, qui ne soit en même temps une occasion pour les opposants à la libéralisation extrême des marchés, de manifester leur opposition aux négociations en cours.

Mais les oppositions de rues et autres affrontements avec les forces de l'ordre ne représentent qu'un aspect sans doute mineur du phénomène de remise en question des paramètres du néolibéralisme et de la contestation de la libéralisation. Car il y a une autre dimension de l'actuelle remise en cause de l'ouverture sélective des marchés qui est représentée par toutes ces organisations et par tous ces mouvements qui s'emploient à définir les paramètres d'une mondialisation alternative. Cependant pour un nombre important de ces organisations et mouvements, la mondialisation n'est pas venue se substituer aux dossiers et aux enjeux sur lesquels ils travaillaient antérieurement, elle est

venue tout simplement s'y ajouter, avec le résultat que l'on rencontre, aux premières lignes parmi ces organisations et mouvements, des associations et groupes qui avaient déjà leur propre histoire et qui sont venus rallier les rangs des opposants à la libéralisation extrême tout simplement parce que ces associations et ces groupes ont été amenés à établir un lien serré entre leurs objectifs de départ et les effets dommageables de la mondialisation des économies sur les questions dont ils s'occupaient au premier chef. On pense ici au mouvement syndical, au mouvement des femmes, aux mouvements de jeunes, aux groupes environnementalistes, aux associations étudiantes et aux groupes voués à la défense des droits humains qui ont été aux premières lignes de la mise sur pied de coalitions et autres réseaux d'opposition à la libéralisation extrême ces dernières années.

Le mouvement d'opposition au libre-échange dans les Amériques représente à cet égard un cas d'espèce tout à fait intéressant. Né au Québec et au Canada dans la foulée des toutes premières négociations de libre-échange engagées entre le Canada et les États-Unis en 1985, ce mouvement s'est rapidement étendu aux États-Unis et au Mexique dans la foulée des négociations engagées à trois à compter de l'hiver 1991 qui ont conduit à la signature de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) en 1993. Par après, il s'est déployé vers le sud, dans la foulée cette fois du premier Sommet des chefs d'État et de gouvernement des Amériques tenu à Miami en décembre 1994. On se souvient que c'est à l'occasion de ce sommet qu'est dévoilé le projet de Zone de libre-change des Amériques (ZLEA). En 1997, à Belo Horizonte, des coalitions du Sud et du Nord mettent sur pied l'Alliance sociale continentale (ASC) sous l'égide de laquelle est organisé le premier Sommet des peuples des Amériques à Santiago en avril 1998, tout juste avant le deuxième Sommet des Amériques. C'est aussi sous l'égide de l'ASC que sera organisé le deuxième Sommet des peuples des Amériques dans la ville de Québec en avril 2001, dont l'organisation sera placée sous la responsabilité conjointe du Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC) et de *Common Frontiers*, le réseau canadien.

La rencontre de La Havane

Depuis le deuxième Sommet des peuples tenu dans la ville de Québec en avril 2001, la lutte contre le projet de ZLEA s'est considérablement amplifiée, comme peut en témoigner la convocation de la première Rencontre continentale de lutte contre la ZLEA à La Havane en novembre 2001 (13 – 16 novembre), rencontre qui visait, entre autres choses, à mobiliser le plus grand nombre d'intervenants d'Amérique latine sur les suites à donner au troisième Sommet des chefs d'État et de gouvernement et qui visait également à dégager un espace d'intervention autour de ces questions d'intégration et du projet des Amériques à l'occasion de la tenue du deuxième Forum social mondial. Le moment fort de la rencontre de La Havane qui a rassemblé plus de 800 déléguées et délégués venus de la quasi totalité des pays des Amériques, a été l'adoption d'une *Déclaration* suivie d'un *Plan d'action*, comme cela se fait de plus en plus lors des rencontres internationales de mouvements sociaux qui reprennent en cela la démarche adoptée à l'occasion des rencontres officielles de chefs d'État, en particulier. La déclaration, titrée le *Consensus de La Havane*, prenait le contre-pied d'un soi-disant *Consensus de Washington* qui, selon John Williamson, incorporerait les dix objectifs centraux formant partie d'un « agenda » néolibéral auquel souscriraient aussi bien la Maison Blanche que les grandes organisations économiques internationales ayant leur siège social dans la capitale des États-Unis.

La déclaration de La Havane situe clairement les enjeux : pour construire des Amériques solidaires, il faut monter une opposition forte contre le projet de ZLEA. Le *Plan d'action* prévoit, entre autres choses, le renforcement de l'ASC, son élargissement et celui d'autres coalitions d'opposition à la ZLEA, le lancement d'une campagne continentale d'information et de formation sur le projet des Amériques, de même que le resserrement des liens entre les réseaux et les mouvements opposés à la libéralisation extrême à travers le continent, l'interpellation des parlementaires et la mobilisation des peuples. Dans ce contexte, deux événements à venir devraient revêtir une grande importance : la septième rencontre des ministres du Commerce des Amériques à Quito, en Équateur, en novembre 2002 et, bien sûr, le quatrième Sommet des Amériques à Buenos Aires en 2003. Ceci posé, au niveau pratique, il ne s'agirait pas uniquement de concentrer toutes les énergies sur l'organisation de manifestations sur place lors des rituels organisés par la classe politique, mais bien de mobiliser un

peu partout à travers les Amériques chaque fois qu'il y a rencontre ministérielle ou sommet de chefs d'État et de gouvernement.

Le Forum social mondial II

La deuxième édition du FSM, tenue à Porto Alegre du 31 janvier au 5 février, confirme la montée d'un vaste mouvement d'opposition à la globalisation libérale, ou mieux, à la libéralisation globale des marchés du monde. Les chiffres sont impressionnants : 51 000 participants et 800 ateliers, en comparaison des 10 000 participants et à la centaine d'ateliers de l'an dernier, auxquels il convient d'ajouter les innombrables débats, échanges, séminaires, rencontres,ancements et autres diffusions de textes, de travaux et de pamphlets. Avec son côté festif, chaotique et improvisé sur bien des plans, le FSM s'impose dans les esprits et dans les faits comme un événement social *et* politique majeur. On y trouve le meilleur et le pire ; le pire, c'est l'émergence d'un nouveau phénomène social, « le tourisme révolutionnaire » comme l'avait déjà qualifié l'uruguayen Mujica lors du forum de l'an dernier, c'est-à-dire une forme de tourisme qui vient se placer quelque part entre le tourisme extrême des « fréquenteurs » de bas-fonds et le tourisme guerrier qu'on a vu émerger lors de la guerre en Afghanistan. Ses adeptes ventripotents ont l'exhibitionnisme facile et ils sont la cible préférée des journalistes états-unis; on les reconnaît à leur T-shirt à l'effigie du Che et à la panoplie de macarons qui représente une salière de causes parfaitement irréconciliables. Le meilleur, c'est une bonne partie du reste, c'est-à-dire la hauteur de vues, les niveaux de réflexion, les expériences partagées et ce qu'on appelle le « réseautage ».

En tant que phénomène social, et après deux années d'existence seulement, le FSM II fait sa marque et il est en train de jeter un discrédit symbolique fort sur son compétiteur, le Forum économique mondial (FEM), qui fêtait cette année ses trente ans depuis sa fondation en 1972. En trente ans, le FEM rassemble toujours la même cohorte à peu près interchangeable composée en très grande majorité d'hommes Blancs cravatés en complet veston. Les invités à ce rituel reflètent on ne peut mieux la parfaite insensibilité des maîtres du monde vis-à-vis de la représentation des femmes, des Noirs et autres autochtones, et elle vaut la peine d'être mise en parallèle avec la bigarrure des costumes, des faciès et des provenances des déléguées et des délégués du FSM, même s'il y a encore un travail important et essentiel à faire de ce côté-là pour les organisateurs du prochain événement. Le travail doit d'ailleurs être fait à deux niveaux : au niveau de la représentation sexuelle, ethnique et sociale d'un côté, au niveau de la représentation géographique de l'autre. Pour le moment, comme l'ont noté une foule d'observateurs, et malgré les efforts louables investis afin d'accroître la présence africaine et asiatique, celle des femmes, des jeunes et du plus grand nombre de communautés autochtones et d'ethnies, efforts qui ont porté fruit cette fois, le mouvement contre la libéralisation extrême des marchés est encore essentiellement issu et animé par des représentants du Nord et il rassemble surtout des délégués et des militants venant des classes moyennes. Bien sûr, ces disproportions sont imputables à deux causes : elles reflètent des dotations en ressources très inégales en faveur des organisations du Nord par rapport à celles dont disposent les organisations du Sud d'une part, elles s'expliquent par la nature de l'ordre juridico-étatique qui encadre les activités de ces organisations au sein de la société civile au Nord et au Sud, d'autre part.

Ceci étant, il ne faudrait pas que cette juxtaposition inévitable conduise à taire les nombreux efforts engagés, aussi bien au Nord qu'au Sud, en vue d'accroître la représentativité des groupes et des associations les plus démunis, efforts qui ont conduit à l'organisation de campagnes de financement, de parrainages ou de marrainages selon les cas, ainsi qu'à des levées de fonds, qui ont permis de défrayer les coûts de plusieurs déplacements de déléguées et de délégués qui, sans ces soutiens, n'auraient pas eu les moyens de se rendre à Porto Alegre.

Le FSM a pris une place telle sur l'échiquier social qu'il ne faut pas se surprendre de le voir pris d'assaut également par certains segments de la classe politique. Être présent à Porto Alegre peut ainsi contribuer à accroître le capital symbolique de tel ou tel ministre belge, français ou québécois, tout comme le FSM occupe désormais une place importante dans la stratégie électorale du Parti des Travailleurs au Brésil même en cette année électorale. De plus, on y rencontre un nombre croissant de parlementaires, et pour cause : il va de soi que la montée de l'autonomie des organisations et autres entités sociales qui s'approprient et revendiquent un espace de parole et qui s'adressent directement aux puissants de ce monde pose un problème de fond aux élus qui, faute d'être en mesure de reprendre, voire de conserver, l'initiative risquent d'être placés au second rang.

Cependant un autre élément mérite d'être souligné, et c'est la tenue d'un Forum mondial des juges (FMJ) dans le cadre du FSM II. En effet, les juges et les magistrats dénoncent à leur tour les méfaits de la libéralisation globale sur l'administration de la justice tout en remettant en cause l'impunité des crimes économiques et la corruption à grande échelle.

Mais tout cela ne risque-t-il pas d'accroître la confusion au lieu de la réduire et ne risque-t-on pas, d'une fois à l'autre, en démultipliant ainsi les enjeux à engendrer le chaos? À la vérité, comme on l'a vu lors de l'organisation successive des premier et deuxième Sommets des peuples des Amériques, on a beau multiplier le nombre de participants et celui des ateliers, il n'en reste pas moins que tous ces enjeux se ramènent assez aisément à dix, voire douze enjeux que l'on peut qualifier de « sectoriels » même s'ils ne sont pas autonomes ni étanches, loin de là, et deux enjeux « transversaux », en ce sens qu'ils traversent les premiers de part en part. Les douze grands enjeux sectoriels, ce sont : les droits humains, les questions autochtones, la santé, l'éducation, l'environnement, le rôle de l'État et le déficit démocratique, qui couvre tout autant les pouvoirs exécutifs, les parlementaires et le pouvoir judiciaire, le travail et le syndicalisme, les mouvements populaires et l'opposition à la libéralisation extrême, le développement durable ou soutenable et les autres questions économiques comme l'investissement, l'agriculture, la propriété intellectuelle et la diversité culturelle. Et les deux grands enjeux transversaux, ce sont les femmes et les voies alternatives à la libéralisation globale, ces deux-ci devant permettre d'intégrer les enjeux dits « sectoriels » à l'intérieur d'une démarche d'ensemble.

Comme on le voit, le défi est de taille et le travail à faire, immense, de sorte que le risque est grand qui consisterait à surseoir indéfiniment à la mise en œuvre au nom d'une quête passablement vaine de cohérence interne et d'articulation générale entre tous ces enjeux et entre toutes les vues différentes sur ces mêmes enjeux. Le seul classement des priorités, par exemple, pourrait rapidement conduire à l'impasse la plus totale. C'est pourquoi la question des pratiques et des solutions alternatives est tellement importante. Et, à ce titre, pas plus que le FSM I, le FSM II a-t-il été en manque. Depuis les propositions avancées par le groupe ATTAC qui préconise la taxation des transactions financières et l'abolition des paradis fiscaux, entre autres, jusqu'aux tactiques de désobéissance civile prônées par les groupes les plus divers et les plus hétérogènes, c'est le principe de l'autonomie des stratégies qui s'applique, avec deux restrictions : une restriction claire et incontournable concernant le recours au terrorisme, encore que des membres de l'ETA basque aient été présents, à la suite d'une méprise des organisateurs semble-t-il, et une autre assez confuse pour le moment concernant les partis politiques.

Contrairement à ce que souhaitaient nombre de participants et de déléguées, le FSM II n'a pas produit de déclaration en bonne et due forme ni de plan d'action. Déjà l'an dernier le reproche avait été fait aux organisateurs et on a cru faire dévier la critique cette fois-ci en proposant un *Appel* suivi d'une liste d'évènements à venir au cours des prochains mois autour desquels les organisations et mouvements sociaux sont invités à se mobiliser et à mobiliser leurs concitoyens et concitoyennes. Cette réticence s'explique sans doute du fait que le FSM est une initiative nouvelle et qu'il n'est pas encore en mesure, ni en droit ni en fait, d'assumer un rôle à la mesure de ses prétentions.

L'ASC et le FSM II

L'organisation des coalitions et des mobilisations semble plus avancée dans les trois Amériques que ce n'est le cas au niveau « mondial », les guillemets s'imposant ici parce que le niveau mondial en question, c'est celui qui est pour le moment assumé par le FSM, mais il va de soi qu'il y a tout un pan du monde social qui n'est pas couvert ni assumé par le Forum. Ceci dit, et en prenant pour acquis que le FSM jouit d'une légitimité certaine à ce niveau, on peut regretter que la jonction ou la convergence entre l'Alliance sociale continentale (ASC) et le FSM n'ait pas été plus forte et ce, d'autant que l'ASC venait, au sortir de la rencontre de La Havane, de se munir d'une *Déclaration* et d'un *Plan d'action* qui définissaient de manière claire les enjeux et les principales activités à prévoir au cours de l'année à venir. On aurait sans doute pu, à cet égard, faire ressortir de manière plus explicite, celles parmi les actions à venir qui touchaient plus particulièrement les Amériques, c'est-à-dire non seulement l'opposition à la ZLEA, mais également l'opposition aux dix sept autres composantes du *Plan d'action* adopté lors du troisième Sommet des chefs d'État et de gouvernement à Québec en avril 2001. Cette réappropriation, de la part du Forum, de quelques unes à tout le moins des pistes d'action et d'intervention de l'ASC aurait contribué à accroître la visibilité des enjeux sous-jacents au projet des Amériques d'une part, et elle aurait permis de poser un premier pas dans l'intervention directe d'autre part.

D'ailleurs, on doit porter le regard de l'autre côté et déplorer également que la tenue du Forum n'ait pas été suffisamment mise à contribution par les membres de l'ASC, et par le Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC) qui est après tout un membre fondateur de l'Alliance et qui venait de co-organiser le deuxième Sommet des peuples des Amériques, pour étendre et approfondir leur influence parmi les nombreuses délégations présentes. Même si plusieurs conférences et rencontres avaient été planifiées par l'ASC et même si ces événements ont connu un succès de foule certain, il n'en demeure pas moins que l'Alliance elle-même n'a pas su récolter les fruits de ses efforts ni en termes d'adhésion de nouvelles coalitions ni en termes de préparation des événements à venir. Cela est d'autant plus dommage que la grande manifestation contre la ZLEA avait attiré une foule nombreuse; or il n'en demeure pas moins que la connaissance du dossier de l'intégration économique et de ses effets dommageables à tous les niveaux politiques, environnementaux, culturels et autres demeure encore et toujours très rudimentaire en Amérique du Sud avec le résultat que plusieurs organisations et mouvements vivent sous l'illusion qu'il s'agit là tout au plus d'un autre de ces projets « impérialistes » auxquels ils ont été confrontés tout au long de la tumultueuse histoire de leurs relations avec *Gringolandia*, comme certains désignent les États-Unis, une analyse sommaire qui ne leur permet pas de cerner toutes les ramifications de cette libéralisation extrême dans des domaines aussi disparates que peuvent l'être l'éducation, la propriété intellectuelle, les investissements, l'eau ou la culture, pour ne nommer que ceux-là. À ce propos, il aurait été intéressant de prévoir une meilleure diffusion du *Consensus de La Havane*, sinon même de le revoir et de l'améliorer à la lumière de débats menés avec de nouveaux partenaires, tout comme il aurait été judicieux de circuler le *Plan d'action* auprès de coalitions appartenant aux pays hôtes des deux prochains événements marquants dans les Amériques, l'Équateur et l'Argentine. Enfin, dans la même veine, on aurait également pu préparer la deuxième Rencontre de lutte contre la ZLEA qui doit se tenir à La Havane de nouveau, en novembre 2002.

FSM II et FEM XXX

Le succès médiatique et politique du FSM II ne doit pas nous amener à négliger la trentième édition du Forum économique mondial de Davos tenu exceptionnellement cette année à New York pour les raisons que l'on sait et pour permettre également aux autorités suisses de réaménager et de sécuriser encore davantage les lieux en prévision du retour là-bas du Forum l'an prochain. Or, on a parfois tendance à ne voir dans le rituel du FEM qu'une *simple* rencontre annuelle où l'élite économique côtoie l'élite politique. C'est une erreur grave. Au cours des ans, le FEM en est venu à assumer un rôle de plus en plus déterminant dans la définition des grands paramètres de la gestion de l'économie mondiale. Avec le déclin du système des Nations Unies d'un côté, la redéfinition des missions des grands États membres du G-8 de l'autre, le FEM est désormais stratégiquement placé

entre les deux et c'est bel et bien sous son égide et sous sa gouverne que sont préparés et définis les lignes directrices et les principes qui seront ensuite acheminés et mis en œuvre aussi bien par le tandem Fonds monétaire international-Banque Mondiale d'un côté, que par le G-8 lui-même de l'autre. Il convient donc de prendre acte de cet ascendant qu'exerce le FEM sur l'économie mondiale à l'heure actuelle afin de ne pas perdre de vue que si « un autre monde est possible » comme l'affirme la devise du FSM, ce monde-ci n'est pas pour autant aboli et l'*impossible* est toujours à nos portes.

Groupe de recherche sur l'intégration continentale
Centre Études internationales et Mondialisation
<http://www.unites.uqam.ca/gric/>